



Seul le texte prononcé fait foi

Thomas Aeschi, Conseiller national, chef du groupe parlementaire UDC, ZG

L'initiative extrême des syndicats coûtera 5 milliards de francs par an et la classe moyenne paiera l'addition via une TVA plus élevée et des déductions salariales encore plus importantes. Ce sont les jeunes, les familles et les familles monoparentales qui paieront le plus lourd tribut à l'extension sociale massive d'une 13e rente AVS.

C'est justement le PS, qui a fait campagne sur le thème du pouvoir d'achat, qui impose maintenant des coûts énormes aux citoyennes et aux citoyens, eux qui souffrent déjà le plus de la hausse des primes d'assurance maladie, de l'augmentation des loyers et des prix de l'énergie toujours plus élevés et qui, justement, n'ont généralement pas de revenus élevés.

Du point de vue de la politique sociale, cette initiative est totalement erronée, car elle distribue une pension supplémentaire selon le principe de l'arrosoir et non en fonction des besoins réels ; avec l'énorme charge financière qui pèse sur les jeunes, c'est tout sauf une solution intergénérationnelle équitable.

L'arrosoir à rentes déversera aussi généreusement à l'étranger l'argent des impôts et les cotisations de la population suisse qui travaille, là aussi sans nécessité avérée. Fin 2022, près d'un million de personnes percevant une rente AVS suisse vivaient à l'étranger. Près de 7 milliards de francs sont aujourd'hui versés à l'étranger. Avec une 13e rente AVS, ce sont tous ces étrangers et les Suisses de l'étranger qui en profiteraient en premier lieu, recevant plus d'argent selon le principe de l'arrosoir. Ces retraités expatriés profitent déjà du franc fort et du coût de la vie plus bas. Un retraité en Macédoine peut par exemple se permettre de dépenser 4x plus avec sa rente AVS qu'en Suisse. En Turquie, la différence est même d'un facteur 5. En d'autres termes: les Suisses financeront des rentes de luxe à l'étranger.

En revanche, ces rentiers étrangers ne devront guère supporter les coûts supplémentaires, ni par une TVA plus élevée, ni par des déductions salariales plus importantes. Dans ce cas, la population qui travaille en Suisse et l'industrie suisse subiront une charge supplémentaire.

Mais il n'y a pas que les particuliers qui devraient laisser des plumes si cette initiative était acceptée : La Confédération devrait elle aussi renoncer à des dépenses, car elle devrait elle aussi verser une contribution plus élevée à l'AVS. Elle devrait verser chaque année un milliard de francs de plus à l'AVS. Pour cela, il faut soit des recettes supplémentaires, que les contribuables devront à leur tour financer, soit économiser l'argent ailleurs, par exemple dans la formation, la recherche ou l'agriculture. Les finances fédérales sont aujourd'hui déjà dans un état désastreux et l'endettement s'élève à quelque 120 milliards de francs ; c'est aussi pour cette raison qu'une nouvelle extension de l'Etat social est irresponsable.

De notre point de vue, cette initiative est un danger pour notre principale institution de prévoyance et c'est pourquoi il est nécessaire de voter résolument NON à l'initiative populaire fédérale « Mieux vivre à la retraite » - pour une 13e rente AVS.